

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le - 1 AOUT 2017

TÉLÉDOC 242  
139, RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

NOR CPAB1721798C  
N° interne DF-1BLF-17-3305

LE MINISTRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS  
A MESDAMES ET MESSIEURS LES  
RESPONSABLES DE LA FONCTION FINANCIERE  
MINISTERIELLE  
ET  
MESDAMES ET MESSIEURS LES RESPONSABLES  
DE PROGRAMME

**Objet : Budget pluriannuel 2018-2022 – Réunions de répartition**

P.J. : 1 dossier technique

Le Premier ministre vous transmettra, dans les prochains jours, les lettres fixant les plafonds de crédits, y compris de comptes spéciaux, de taxes affectées et d'emplois, pour l'État et ses opérateurs, pour les années 2018 à 2022. C'est sur cette base qu'il vous appartiendra de poursuivre la préparation du budget quinquennal et plus particulièrement du projet de loi de finances pour 2018, dans le cadre des réunions de répartition des crédits et des autorisations d'emplois.

### **1/ Objet des conférences de répartition**

- Les conférences de répartition devront permettre, à titre principal :

- de répartir, par brique de dépenses, les crédits et les emplois nécessaires à l'élaboration du projet de loi de finances pour 2018. Cette répartition doit être également réalisée par brique de dépenses pour l'annuité 2019 et, autant que possible, pour les années 2020 à 2022. Elle pourra être ajustée, le cas échéant, à l'occasion des PLF ultérieurs ;

- de définir, lorsque les arbitrages n'ont été rendus qu'en crédits de paiement, et de répartir le montant des autorisations d'engagement pour les années 2018 à 2022, en cohérence avec les montants de crédits de paiement autorisés ;

- lorsque les lettres-plafonds ne le précisent pas, d'arrêter un plafond d'emplois (exprimé en ETPT) et un schéma d'emplois (exprimé en ETP) par opérateur ou catégorie d'opérateurs ;

- d'affiner les montants définitifs de contribution au CAS « Pensions » et de les ventiler, dans le cadre des taux de CAS précisés en annexe III (Dépenses de personnel et effectifs), en veillant à ce que l'évolution de ces montants soit cohérente avec celle des dépenses de personnel hors CAS Pensions.

Diffusion générale

Comme il sera rappelé en lettre-plafond, des mesures transversales applicables au T2 seront prises à la rentrée. Les crédits correspondants seront budgétés sur la dotation prévue à cet effet et répartie en cours de débat. Leur effet net sera limité en 2018.

- Outre les crédits du **budget général**, il vous revient de répartir les plafonds des taxes affectées plafonnées et des **budgets annexes et des comptes spéciaux**.

## 2/ Points d'attention

- Vous procéderez à la répartition de vos effectifs et de vos crédits, en veillant à la **soutenabilité et à la sincérité de cette répartition**. Il est impératif que, dans le respect de l'enveloppe de crédits de chaque ministre, les dépenses obligatoires soient correctement couvertes ;

- S'agissant de la répartition par programme des crédits de paiement autres que de personnel, **la répartition indiquée dans la lettre-plafond** ne pourra être modifiée qu'après accord de la direction du budget ;

- Vous justifierez **au premier euro** votre proposition de répartition, dans la perspective de l'élaboration des projets annuels de performances ;

- En cas d'évolution significative, vous mettrez à jour **les prévisions de rendement des taxes affectées** aux opérateurs ou autres organismes relevant de votre ministère ainsi que les prévisions de la contribution employeur des opérateurs au CAS « Pensions ».

- Les **plafonds d'emplois des opérateurs de l'État**, exprimés en ETPT, ont été arrêtés à structure constante dans le cadre des lettres-plafonds. Dès lors que les plafonds d'emplois sont en diminution, l'abaissement du plafond d'emplois au titre d'une éventuelle vacance de postes ne saurait être pris en compte au titre de la mise en œuvre effective du schéma d'emplois arbitré.

- Lorsque les ministères ou les opérateurs présentent **un écart pérenne entre les plafonds d'emplois fixés en loi de finances et l'exécution constatée**, non justifié par des particularités de la gestion, la phase de répartition devra permettre de proposer des abattements techniques supplémentaires du plafond d'emplois en vue de renforcer la sincérité et la signification de l'autorisation parlementaire sur le plafond d'emplois ;

- Les conférences de répartition constituent la dernière étape de la procédure budgétaire annuelle permettant la **qualification d'un organisme en opérateur de l'État** (ou sa déqualification). Le cas échéant, vous renseignerez la fiche prévue à cet effet ;

- Un soin particulier devra être apporté aux prévisions de **rattachements de fonds de concours et d'attribution de produits**, tant pour l'année 2018 que pour l'année en cours. À cet effet, il vous est demandé, en annexe V (Fonds de concours), de justifier non seulement le montant prévisionnel de recettes 2018, qui figurera dans le projet de loi de finances (État A) et dans ses annexes, mais également le montant prévisionnel 2017 afin d'actualiser, au regard des six premiers mois de la gestion 2017, l'estimation présentée dans le PLF 2017.

### 3/ Format de la répartition

- La LFI 2017 est présentée au format de la maquette budgétaire retenue pour le budget quinquennal 2018-2022. La maquette et la répartition des programmes par ministère correspondent aux périmètres retenus pour les dossiers d'arbitrage.
- Comme l'année dernière, les demandes de transferts de crédits et d'emplois sont examinées selon une **procédure transversale d'instruction dématérialisée** reposant sur l'utilisation de l'application Farandole. Les **tableaux des dossiers** des réunions de répartition n'intégreront donc aucun transfert entre programmes ou entre le titre 2 et le hors titre 2.
- Vous veillerez, par ailleurs, à préciser les montants des nouvelles mesures de périmètre à considérer sur la période 2018-2022, y compris s'agissant des taxes affectées, en vous référant à leur définition au sein de la charte de budgétisation de l'État sur la période 2015-2017<sup>1</sup>. Celles-ci feront l'objet d'un échange approfondi avec la direction du budget avant d'être définitivement retenues dans vos tableaux.

### 4/ Calendrier des travaux

- Dans la continuité des travaux conduits dans la phase de budgétisation, les réunions entre services devront aboutir à une approche consensuelle de la répartition des crédits et de leurs justifications, ainsi que du périmètre des opérateurs et de leurs emplois ;
- Les éventuels points de désaccord subsistant à l'issue des conférences de répartition devront donc être limités. Seuls seront soumis à l'arbitrage du cabinet du Premier ministre les points d'importance majeure ;
- Parallèlement à l'organisation des réunions de répartition, les travaux afférents à la rédaction des documents budgétaires devront être conduits. Je vous invite à vous référer aux circulaires concernées.

\*\*\*

Vous trouverez dans les annexes jointes à la présente circulaire l'ensemble des informations nécessaires à la préparation des conférences de répartition ainsi que le calendrier indicatif de leur déroulement.

Je vous remercie de veiller au bon déroulement de ces travaux dans des délais contraints, qui conditionnent notre capacité collective à fournir dans le respect des délais constitutionnels les documents nécessaires à la bonne information du Parlement.

Pour le Ministre et par délégation  
La cheffe de service



Sophie MANTEL

<sup>1</sup> Voir rapport annexé à la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014 de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019.

## **SOMMAIRE DES ANNEXES**

- I.      Calendrier des travaux**
- II.     Structure du dossier pour les conférences de répartition**
- III.    Dépenses de personnel et effectifs**
- IV.    Opérateurs de l'État**
- V.      Fonds de concours**

## Budget pluriannuel 2018-2022

### ANNEXE I

#### CALENDRIER DES TRAVAUX

La phase de répartition du budget pluriannuel 2018-2022 s'organisera selon le calendrier suivant :

Début août	Envoi des lettres-plafonds
Courant août	Conférences de répartition entre vos services et la direction du budget
Fin août	Arbitrages de répartition 2018-2022

Rappel du calendrier de la budgétisation des transferts	
20 juillet – 27 juillet	Saisie de la position de la direction du budget sur les projets de transferts, dialogue direction du budget - ministères
27 juillet – 3 août	Possibilité pour les ministères d'opter pour la position de la direction du budget
8 août (date prévisionnelle)	Réunion interministérielle d'arbitrage des transferts non consensuels résiduels

## Budget pluriannuel 2018-2022

### ANNEXE II

#### STRUCTURE DU DOSSIER POUR LES CONFERENCES DE REPARTITION

Les dossiers de répartition devront être constitués sur la base de la structure détaillée ci-après ainsi que des indications données dans les annexes III à V.

Vos correspondants habituels vous communiqueront les éventuels éléments complémentaires à apporter préalablement à la tenue de la conférence de répartition.

#### **1. TABLEAUX DE REPARTITION DES CREDITS (hors mesures de transfert)**

*Un dossier par mission sera établi.*

- Répartition des crédits à périmètre constant 2017 ;
- Modifications de périmètre 2018-2022, y compris celles relatives aux taxes affectées, et fiche justificative afférente à chaque mesure de périmètre ;
- Répartition des crédits des taxes affectées et nouveaux plafonnements à compter de 2018,
- Répartition des crédits des budgets annexes et comptes spéciaux ;
- Dotations en AE  $\neq$  CP : échéancier des crédits de paiement sur engagements antérieurs à 2018 et sur engagements 2018-2022 ;
- Prévision des fonds de concours et attributions de produits (*voir annexe V*) ;
- Montants de l'assiette de contribution et de la contribution employeur des opérateurs au CAS « Pensions » (*voir annexe IV*).

#### **2. DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS (*voir annexe III*)**

*Un dossier par ministère sera établi.*

- Répartition du titre 2 et des emplois par ministère et programme ;
- Facteurs d'évolution de la masse salariale ;
- Flux d'effectifs ;
- Plafonds d'emplois en ETPT ;
- Mesures catégorielles.

#### **3. OPERATEURS DE L'ÉTAT (*voir annexe IV*)**

*Un dossier par mission sera établi.*

- Actualisation de la liste des opérateurs et fiche de qualification le cas échéant ;
- Déclinaison au niveau de chaque opérateur ou catégorie d'opérateurs du plafond des emplois arrêté par programme en lettre-plafond ;
- Actualisation de la liste des organismes publics contrôlés par l'État.

## Budget pluriannuel 2018-2022

### ANNEXE III

#### DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les emplois autorisés et les schémas d'emplois sont fixés au niveau ministériel dans les annexes des lettres-plafonds. Ils couvrent donc, sauf exception dûment mentionnée, l'ensemble des programmes relevant d'un même ministère, y compris ceux inclus dans une mission interministérielle.

Les crédits de titre 2 sont fixés par ministère, mission et programme.

La répartition par programme de l'enveloppe ministérielle de crédits de titre 2 revêt une grande importance. En effet, les crédits de titre 2 par programme sont strictement limitatifs et les corrections, en gestion 2018, d'éventuelles erreurs de budgétisation initiale du titre 2 entre programmes ne pourront intervenir que par décret de virement, après information du Parlement, au sein du titre 2 des programmes d'un même ministère, et seront limitées à 2 % du montant des crédits du titre 2 de chaque programme.

Le juste calibrage des crédits de titre 2 de chaque programme au champ courant constitue donc un objectif essentiel des réunions de répartition, sauf à prendre le risque de difficultés de gestion importantes.

La répartition par programme des crédits de titre 2 doit être présentée à la direction du budget à l'occasion des réunions de répartition sur la base d'une documentation précise. Les ministères sont donc invités à expliciter les modalités retenues pour opérer cette répartition, en s'appuyant sur tout élément pertinent de justification.

Les ministères sont invités à préciser les mesures de périmètre impactant leurs crédits de titre 2 et permettant de réaliser le passage de la structure constante par rapport à la LFI 2017 à la structure courante du PLF 2018 (hors impact des transferts, saisis dans l'application Farandole dans le cadre de la procédure dématérialisée prévue à cet effet, et hors mesures de décentralisation).

L'ensemble de la répartition se fera en distinguant les crédits hors CAS « Pensions » et CAS « Pensions ».

Il s'agira également de répartir les crédits de titre 2 ministériels par mission et par programme en veillant à distinguer la répartition des crédits de contribution au CAS « Pensions » entre les contributions civiles (y. c. ATI), les contributions militaires et les contributions au titre du FSPOEIE.

Les ministères renseigneront, dans le cadre du dossier élaboré en vue de ces réunions, les différents tableaux joints à la présente circulaire.

Afin de faciliter le remplissage des différents tableaux, le format retenu est conforme à l'outil de budgétisation des dépenses de personnel (outil 2BPSS), lequel pourra également être fourni à l'appui des tableaux si nécessaire.

#### 2.0 et 2.1 – Synthèse ministère et synthèse emplois par programme

Ces deux tableaux sont alimentés automatiquement à partir des autres onglets. Ils permettent de suivre le détail des crédits HCAS par facteur d'évolution au niveau ministériel ainsi que le détail des plafonds et schémas d'emplois au niveau du programme.

## 2.2 – Évolution de la masse salariale

Les ministères fourniront des éléments d'appréciation sur les facteurs d'évolution de la masse salariale.

Ce tableau a été construit de manière à expliquer l'évolution des crédits de titre 2 en PLF 2018, ainsi que pour les années 2019 à 2022, par la somme de la prévision d'exécution des crédits de l'année précédente (retraitée des mesures ponctuelles ou atypiques et des changements de périmètre) et des différents facteurs d'évolution de la masse salariale (impact du schéma d'emplois, incidence des mesures générales, des mesures catégorielles et des GVT positif et négatif, etc.).

Les ministères veilleront à ce que les mesures d'accompagnement des restructurations ainsi que les dépenses non pérennes comme la GIPA et les rachats de CET soient « débasées » et le cas échéant « rebasées ».

Il est rappelé que les autres opérations de « débasage / rebasage » ne doivent concerner que les dépenses non pérennes ou véritablement atypiques. Les variations de dépenses impactant des rémunérations pérennes sont à inscrire dans la rubrique « Autres variations ». Pour ces deux rubriques, les montants inscrits dans les lignes « autres » doivent être dûment justifiés.

Une estimation du GVT positif indiciaire ministériel sera produite au surplus en précisant les modalités de calcul retenues. Il s'agit en particulier de s'assurer de l'absence d'éventuels doubles comptes, notamment avec les mesures catégorielles.

### *Contributions employeurs au compte d'affectation spéciale « Pensions »*

Une attention particulière sera apportée à l'estimation des contributions au CAS Pensions (crédits dits de « T2 CAS »). Un taux d'évolution annuel des crédits de T2 CAS plus dynamique que celui de la masse salariale HCAS devra impérativement être justifié.

Les taux des contributions employeurs via le compte d'affectation spéciale « Pensions » sont inchangés par rapport à 2017 pour toute la période 2018 – 2022, soit :

	<b>Taux de contribution au CAS Pensions (2018 – 2022)</b>
Civils	74,28 %
ATI	0,32 %
Militaires	126,07 %

### *Contribution employeur au FSPOEIE*

Le taux de la contribution employeur au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) est fixé à 34,63 % en 2018 et à 34,80 % à partir de 2019 jusqu'en 2022.

Dans l'onglet 2.2 – Evolution masse salariale, les ministères renseigneront également les données relatives à la subvention FSPOEIE (ligne dédiée au sein du T2 CAS). Ils retiendront les montants du tableau suivant relatif à la subvention versée au fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE). Cette subvention abondera la section de recettes correspondant au programme n° 742 - « Ouvriers des établissements industriels de l'État » du compte d'affectation spéciale « Pensions ».

Il est rappelé que le montant de cette subvention est net du montant des compensations démographiques reçues par le FSPOEIE.



Dans le cadre des réunions de répartition à venir, chacun des ministères concernés devra, le cas échéant, répartir par programme la quote-part de subvention mise à sa charge selon les indications suivantes :

Mission	Programme	Pour rappel: Subvention FSPOEIE 2017	Subvention FSPOEIE 2018	Subvention FSPOEIE 2019	Subvention FSPOEIE 2020	Subvention FSPOEIE 2021	Subvention FSPOEIE 2022
Administration générale et territoriale de l'Etat	Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"	15 018 363 €	18 447 673 €	19 010 199 €	19 854 670 €	20 768 987 €	21 746 126 €
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Programme 215 "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture"	371 615 €	403 858 €	416 173 €	434 660 €	454 677 €	476 068 €
Défense	Programme 212 "Soutien de la politique de la défense"	1 132 989 413 €	1 215 887 708 €	1 252 963 846 €	1 308 622 980 €	1 368 885 702 €	1 433 289 067 €
Ecologie, développement et mobilité durables	Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables"	121 607 736 €	141 105 226 €	145 407 956 €	151 867 265 €	158 860 827 €	166 334 914 €
Budget annexe	Programme 613 "Contrôle et exploitation aériens"	14 800 520 €	16 889 934 €	17 404 959 €	18 178 122 €	19 015 233 €	19 909 862 €
Economie	Programme 134 "Développement des entreprises et du tourisme"	768 858 €	26 611 381 €	27 422 844 €	28 641 021 €	29 959 954 €	31 369 510 €
Recherche et enseignement supérieur	Programme 150 "Formations supérieures et recherche universitaire"	1 140 473 €	1 110 610 €	1 144 476 €	1 195 316 €	1 250 361 €	1 309 188 €
	Programme 192 "Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle"	0 €	317 317 €	326 993 €	341 519 €	357 246 €	374 054 €
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Programme 218 "Conduite et pilotage des politiques économiques et financières"	34 637 061 €	11 207 069 €	11 548 807 €	12 061 828 €	12 617 281 €	13 210 899 €
	Programme 156 "Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local"	2 998 547 €	1 629 857 €	1 679 556 €	1 754 165 €	1 834 946 €	1 921 276 €
	Programme 302 "Facilitation et sécurisation des échanges"	0 €	1 543 316 €	1 590 376 €	1 661 024 €	1 737 515 €	1 819 262 €
TOTAL		1 324 332 585 €	1 435 153 951 €	1 478 916 187 €	1 544 612 571 €	1 615 742 728 €	1 691 760 228 €

## 2.3 – Flux d'effectifs

Les ministères renseigneront par catégorie d'emplois les schémas d'emplois en ETP (suppressions / créations d'emplois) prévus par les annexes aux lettres-plafonds. L'incidence en ETPT de ces schémas d'emplois exprimés en ETP sera calculée automatiquement. Pour assurer une meilleure cohérence entre les plafonds d'autorisation d'emplois et les schémas d'emplois, ceux-ci doivent intégrer l'ensemble des flux prévisionnels d'entrées et de sorties (définitifs et provisoires) pour tous les personnels (y.c. les contractuels).

## 2.4 – Plafonds d'emplois ministériels

La demande de plafond ministériel d'autorisation d'emplois en ETPT pour 2018 devra intégrer :

- l'effet en 2018 des schémas d'emplois arbitrés en loi de finances initiale pour 2017 ;
- l'effet des schémas d'emplois arbitrés pour 2018 ;
- la prise en compte d'éventuelles corrections techniques du plafond d'emplois en 2018 : un ajustement du plafond pourra être effectué au regard des résultats de l'exécution en ETPT de 2016 et de la prévision de 2017 (notamment lorsque les plafonds d'ETPT et de crédits de titre 2 sont manifestement incohérents ou que la vacance structurelle sous plafond est trop importante) ;

- l'effet sur le plafond d'emplois 2018 des mesures de périmètre impactant les effectifs ministériels<sup>1</sup>.

Les colonnes relatives à l'effet du schéma d'emplois (EAP 2017 sur 2018 et effet année courante 2018) sont alimentées automatiquement depuis l'onglet « 2.3. Flux d'effectifs ». Les calculs sont automatisés de la même façon sur la période 2019-2022.

## 2.5 – Mesures catégorielles

Les ministères présenteront et chiffreront pour 2018, ainsi que pour les années 2019 à 2022 (y. c. cotisations sociales mais hors contributions au CAS « Pensions »), les principales mesures catégorielles d'une part en distinguant les mesures statutaires, indemnitaires, les transformations d'emplois, et les mesures de restructuration d'autre part, en indiquant pour chaque mesure son coût annuel. Ils rempliront le tableau prévu à cet effet (une ligne par mesure). Un contrôle de cohérence avec les données présentées dans l'onglet « 2.2 Evolution masse salariale » est effectué par le classeur.

Une fiche détaillée sur le catégoriel devra préciser sur la durée du budget pluriannuel le coût (y. c. cotisations sociales, hors contribution au CAS « Pensions ») et le contenu :

- des éventuelles mesures nouvelles prévues ;
- des mesures tendanciellles (coups partis) ;
- des mesures d'accompagnement des restructurations.

S'agissant plus particulièrement des mesures catégorielles relatives à la mise en œuvre du protocole PPCR, les ministères veilleront à en renseigner le coût, si possible pour chaque grande catégorie de personnel, sous le libellé « Mise en œuvre du protocole PPCR ».

---

<sup>1</sup> Les éventuels transferts de personnels entre ministères et opérateurs de l'État, qui se traduisent par des transferts de crédits au sein du titre 2 ou entre titre 2 et titre 3 ainsi que par des variations des plafonds d'emplois ministériels, ne devront pas être pris en compte dans le dossier transmis : ils auront été saisis en tant que transferts de crédits et d'emplois dans l'espace dédié de l'application FARANDOLE. De même, ne seront pas présentées dans le dossier les mesures de décentralisation, qui feront l'objet d'arbitrages ultérieurs, lors de la réunion interministérielle relative aux transferts. Seuls les mouvements entre budget général et budgets annexes devront donc être pris en compte dans le dossier transmis.

## Budget pluriannuel 2018-2022

### ANNEXE IV

#### OPERATEURS DE L'ÉTAT

Les réunions de répartition devront permettre de :

1. **valider définitivement la liste des opérateurs** de l'État qui figurera dans les projets annuels de performances 2018 ;
2. **décliner au niveau de chaque opérateur ou catégorie d'opérateurs le plafond des autorisations d'emplois** arrêté par programme en lettre-plafond. L'unité de décompte est l'équivalent temps plein travaillé (ETPT) ;
3. **valider la liste des organismes publics contrôlés par l'État, non opérateurs, créés ou supprimés en 2016.**

À cet effet, il vous est demandé de retourner au bureau compétent de la direction du budget, préalablement à la tenue des réunions de répartition, les documents demandés dans la présente annexe.

#### **1 – Actualisation et justification du périmètre des opérateurs de l'État pour 2018**

La notion d'opérateur de l'État est une notion structurante du cadre de gouvernance budgétaire des entités recevant une subvention de l'État ou bénéficiant de taxes affectées (taux de mise en réserve réduit, plafond d'emploi législatif, cadre de gouvernance et de pilotage stratégique, participation à la maîtrise des finances et de l'emploi public, etc.).

Il est rappelé que, depuis 2013, après avis favorable du Conseil de normalisation des comptes publics (voir avis 2011-02 du 15 mars 2011) et de la Cour des comptes, la notion d'opérateur de l'État n'est plus définie dans la norme 7 du recueil des normes comptables de l'État. Cette évolution a eu deux conséquences :

- la fiabilisation du périmètre des opérateurs n'est plus un enjeu de certification du fait de la neutralité de la qualification d'opérateur dans la valorisation des entités contrôlées au compte 26 du bilan de l'État ;
- la définition du périmètre des opérateurs peut intégrer des enjeux de pilotage budgétaire et stratégique.

En effet, si un lien de proximité est reconnu entre l'État et les organismes qui mettent en œuvre les politiques publiques (financement, tutelle, etc.), ce lien leur impose logiquement :

- de participer aux objectifs de finances publiques (maîtrise de l'emploi public, de la dépense publique) définis avec les tutelles ministérielles ;
- de s'inscrire dans le cadre budgétaire et comptable de la LOLF, et pour la plupart d'entre eux du décret GBCP, et de répondre à l'exigence d'information et de contrôle du Parlement sur leurs emplois (notamment le respect du plafond d'emplois fixé par le PLF 2012 en application de l'article 64 de la LFI 2008), leurs financements et leurs résultats en termes de performance.

**Pour la construction du PLF 2018, toute nouvelle entrée ou sortie d'entité sera issue d'une proposition motivée du ou des ministères de tutelle sur la base d'une fiche de qualification après avis conforme de la direction du budget.**

L'actualisation de la liste des opérateurs traduit la prise en compte des créations, suppressions et transformations (fusions, changements de nom, de statut, de rattachement à un programme, etc.) qui seront opérées en 2018, ou l'ont été précédemment mais sans traduction dans la LFI 2017. Il conviendra donc de préciser le fait générateur de chaque changement (date de publication du texte institutif par exemple).

Un organisme qui respecte les critères de qualification usuels de mise en œuvre d'une politique publique et de financement et de contrôle majoritaire par l'État, doit être intégré dans la liste des opérateurs. Il est également possible de qualifier d'opérateur des organismes ne respectant pas tous les critères, mais considérés comme porteurs d'enjeux importants pour l'État. Ainsi, d'autres critères peuvent être pris en compte : le poids de l'organisme dans les crédits ou la réalisation des objectifs du programme, l'exploitation de biens patrimoniaux de l'État, etc.

La fiche de qualification comporte désormais un faisceau d'indices, dont les critères de qualification usuels, permettant de caractériser la proximité de l'établissement par rapport au budget et aux missions de l'État.

**Le dossier à transmettre au bureau compétent de la direction du budget regroupe donc :**

- la liste des opérateurs relevant du programme faisant l'objet de modifications (voir onglet « OPE\_liste PLF 2018 ») ;
- la fiche de qualification au périmètre des opérateurs de l'État pour le PLF 2018 (voir onglet « OPE\_FQ ») renseignée pour chaque opérateur entrant ou sortant du périmètre ;
- l'ensemble des pièces justificatives (textes institutifs, budget 2017 et autres textes) permettant de documenter et de justifier les réponses de la fiche de qualification.
- ***Document de référence :** vous trouverez dans les tableaux annexés à la présente circulaire la liste des opérateurs inscrits au PLF 2017 (liste du Jaune « Opérateurs de l'État » annexé au PLF 2017).*

## **2 – Le plafond d'emplois des opérateurs**

Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances pour 2018, les ministères présenteront dans leur dossier de répartition les éléments relatifs au respect du plafond d'emplois des opérateurs pour 2018 (exprimé en ETPT) arrêté par programme.

**Il conviendra de transmettre à la direction du budget le tableau des emplois rémunérés par l'opérateur** (voir onglet « OPE\_Emplois ») présentant les emplois sous plafond et hors plafond ainsi que l'évolution du schéma d'emplois sous-plafond sur la période 2018-2022, accompagnés d'éléments d'explication dans la colonne « commentaires ».

**Vous proposerez des abattements techniques du plafond d'emplois pour les opérateurs présentant un niveau de vacance d'emplois structurellement élevé.** Ces abattements sont sans impact sur la masse salariale de l'opérateur.

***Document de référence :***

*Circulaire n° 2 DF-2MPAP-10-3035 du 11 juin 2010 relative à l'évolution des modalités de fixation du plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État dans le cadre de l'élaboration du budget triennal 2011-2013.*

*Le guide de décompte des emplois des opérateurs de l'État, disponible sur le site du forum de la performance.*

**Rappel : caractéristiques budgétaires de la subvention pour charges de service public**

Pour l'État, la subvention pour charges de service public (SCSP, titre 3 – catégorie 32 de la nomenclature du budget de l'État) constitue une dépense de fonctionnement indirect. Elle est destinée au financement exclusif de ses opérateurs et, en tant que charge de fonctionnement indirect, s'impute, en nomenclature d'exécution, sur le compte 63 dans la comptabilité générale de l'État et sur le sous-compte concerné.

**La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention de fonctionnement annuelle destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur.**

En conséquence :

- **les dépenses de fonctionnement (personnel compris) des opérateurs ne sont couvertes par aucun autre financement en provenance de l'État**, à l'exception d'éventuelles dépenses d'intervention qui ne feraient pas l'objet d'une enveloppe dédiée ;
- **la SCSP n'a pas vocation à financer les dépenses d'investissement de l'opérateur** ; elle peut, le cas échéant, y contribuer indirectement via la capacité d'autofinancement dont la formation peut toutefois résulter indistinctement d'autres marges de manœuvre dégagées en gestion (ressources propres de l'organisme, maîtrise des dépenses). **Les crédits destinés à financer exclusivement des dépenses d'investissement doivent donc être budgétés en catégorie 72.**

**3 – Actualisation de la liste des organismes publics contrôlés par l'État**

L'article 25 de la loi de programmation des finances publiques du 29 décembre 2014 prévoit un bilan des opérateurs et autres organismes publics contrôlés par l'État ayant été supprimés ou créés en 2016. Dans la continuité des travaux initiés depuis le PLF 2016, ce bilan concerne les opérateurs et les organismes soumis à la comptabilité budgétaire. Sur la base de la liste d'organismes jointe à cette circulaire, il vous est demandé de préciser les suppressions ou créations intervenues (dans l'onglet « NON OPE\_modifications2016 »).

Pour toute question n'hésitez pas à contacter le bureau budgétaire ad hoc ou le bureau des opérateurs et des organismes publics d'État de la direction du budget :

**[L-BUDGET-ASSIST-OPER@finances.gouv.fr](mailto:L-BUDGET-ASSIST-OPER@finances.gouv.fr)**

**4 - Contribution au « Cas Pensions »**

En cas d'évolution par rapport aux données transmises dans le cadre des conférences de budgétisation, les ministères présenteront également un tableau relatif aux assiettes et aux contributions des opérateurs au CAS « Pensions » (voir tableau de répartition des crédits, onglet « Cas Opérateurs »).

*Pour mémoire :*

- l'assiette de contribution au CAS « Pensions » est constituée du traitement indiciaire brut des agents propres de l'opérateur ayant le statut de fonctionnaire et des fonctionnaires de l'État civils ou militaires détachés de cet opérateur ;

- les civils cotisent au taux civil, + allocations temporaires d'invalidité (ATI), les militaires détachés dans les opérateurs cotisent au taux civil uniquement, mais pour simplifier le taux civil + ATI pourra leur être appliqué. La prévision de taux civil + ATI 2017 est de 74,60 %.

**Rappel des taux 2017 et 2018**

	2017	2018
Fonctionnaires civils (dont contribution ATI)	74,60 %	74,60 %
Personnels militaires	126,07 %	126,07 %

Ces taux seront appliqués sur les annuités 2019 à 2022.

## Budget pluriannuel 2018-2022

## ANNEXE V

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

En application de l'article 17 de la LOLF, les fonds de concours et les attributions de produits doivent faire l'objet dans le projet de loi de finances d'une évaluation en recettes retracée dans l'état A annexé au PLF et de la même évaluation en crédits, retracée dans les annexes par mission.

L'ensemble des prévisions doit utiliser exclusivement la nomenclature par mission, programme, action et titre.

Pour les réunions de répartition, vous complétez les deux documents suivants :

- un tableau par mission avec la répartition par programme, action et titre des fonds de concours et attributions de produit ;
- une fiche détaillée pour chaque fonds de concours ou attribution de produit, en précisant le nom de l'entité versante

<i>En euros</i>	LFI 2017 tous titres	PLF 2018 titre 2	PLF 2018 titre 3	PLF 2018 titre 5	PLF 2018 titre 6	PLF 2018 TOTAL
<b>Programme n°... : ...</b>	0	0	0	0	0	0
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>Programme n°... : ...</b>	0	0	0	0	0	0
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>Programme n°... : ...</b>	0	0	0	0	0	0
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>Programme n°... : ...</b>	0	0	0	0	0	0
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>TOTAL MISSION</b>	0	0	0	0	0	0

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

N° et intitulé du fonds de concours ou de l'attribution de produit : .....

Nomenclature de rattachement LFI 2016 et LFI 2017 :

	Imputation 2016	Imputation 2017
Mission	....	....
Programme	....	....
Action	....	....
Titre	....	....

Rendement du fonds de concours ou de l'attribution de produit :

<i>en M€ avec deux décimales</i>	Prévision LFI 2016	Exécution 2016	Prévision 2017	Prévision d'exécution 2017
Produit	....	....	....	....

### Justification de la réévaluation des recettes pour 2017 :

--

### Imputation 2018 :

	Imputation 2018
Mission	....
Programme	....
Action	....
Titre	....

### Évaluation du produit :

<i>en M€ avec deux décimales</i>	Prévision 2018
Produit	....

### Justification de cette évaluation :

--



**ECHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENT  
ANTERIEURS A 2018 ET SUR ENGAGE**

**Programme :**

**En euros**

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Évaluation des fonds de concours et attributions de produits PLF 2018

Mission :

<i>En euros</i>	LFI 2017 tous titres	PLF 2018 titre 2	PLF 2018 titre 3	PLF 2018 titre 5	PLF 2018 titre 6	PLF 2018 TOTAL
<b>Programme n° ... : ...</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>Programme n° ... : ...</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>Programme n° ... : ...</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>Programme n° ... : ...</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Action n° 01 : .....						0
Action n° 02 : .....						0
Action n° 03 : .....						0
Action n° 04 : .....						0
<b>TOTAL MISSION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS AU CAS PENSIONS

XX

Tableau obligatoire pour tout opérateur contribuant au CAS Pensions en qualité d'employeur

Pour info :  
- l'association de contribution au CAS Pensions est constituée du traitement indiciaire brut des agents propres de Maitessament public ayant le statut de fonctionnaire et des fonctionnaires de Retra Cités ou militaires détachés dans cet établissement pub.  
Les pensions de leur a venir sont celles des conférences de budgétisation indiquées en colonnes U/V/W/X/Y/Z

	Exécution 2016	LEI 2017	Période 2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>En euros</b>								
<b>n° prog</b>	Assiette de contribution employeur au CAS Pensions	Contribution employeur au CAS Pensions	Assiette de contribution employeur au CAS Pensions	Contribution employeur au CAS Pensions	Assiette de contribution employeur au CAS Pensions	Contribution employeur au CAS Pensions	Assiette de contribution employeur au CAS Pensions	Contribution employeur au CAS Pensions
	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>n° prog</b>	Opérateur 1							
	Opérateur 2							
	Opérateur 3							
	...							
<b>n° prog</b>	Intitulé programme	0	0	0	0	0	0	0
	Opérateur 1							
	Opérateur 2							
	Opérateur 3							
	...							
<b>n° prog</b>	Intitulé programme	0	0	0	0	0	0	0
	Opérateur 1							
	Opérateur 2							
	Opérateur 3							
	...							
<b>TOTAL MISSION</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

**Commentaires** Justifier si données différentes de celles transmises à l'issau des conférences de budgétisation]